

Rapport de la réunion mondiale du FPD 2023

Partenariats multipartites pour construire un avenir meilleur : La quête de l'égalité et l'ouverture de l'espace civique dans le contexte du Global Gateway



Contenu

Introduction.....	1
Messages clés généraux.....	2
Session d'ouverture	3
Annexe: Conclusions et recommandations.....	16
Recommandations sur l'espace civique	16
Recommandations sur les inégalités.....	17
Recommandations sur la participation et l'automatisation des jeunes	19
Recommandations sur l'égalité des sexes.....	19

Introduction

Il s'agit d'un rapport de synthèse de la réunion mondiale du 10e anniversaire du Forum Politique pour le Développement (FPD) qui s'est tenue à Bruxelles, du 27 au 29 septembre 2023. La réunion a réuni plus de 145 représentants d'organisations de la société civile (OSC) et d'associations d'autorités locales (AL), du secteur privé, d'États membres et de représentants des institutions européennes, ainsi que des experts en développement en tant qu'intervenants et modérateurs. Les participants ont célébré les contributions apportées par le FPD au développement de l'UE au cours de la dernière décennie et ont mis l'accent sur la valeur des partenariats multipartites dans la lutte contre les inégalités et l'ouverture de l'espace civique.

Les données sont essentielles — qui les collecte, comment elles sont collectées et utilisées, la précision, la désagrégation, la transparence, etc. des données sont tous des aspects cruciaux. Les données sont fondamentales pour la recherche fondée sur des preuves, la sensibilisation, les politiques et le plaidoyer. À l'ère de la numérisation, les données et leur protection ainsi que leur utilisation précise deviennent encore plus importantes.

[illegible]

Être inclusif de tous les acteurs. Cela a été souligné au-delà de l'espace civique et mentionné spécifiquement dans le travail avec des groupes de migrants, des stratégies numériques, des stratégies urbaines et pour aborder l'intersectionnalité. Inclure tous les points de vue pour assurer un engagement significatif, mais aussi des stratégies appropriées qui placent les gens et la planète en premier. De nombreux participants ont noté les spécificités locales, renforçant ainsi la nécessité d'une inclusion locale. Le secteur privé n'est pas homogène et les petites entreprises et les entreprises collectives méritent un soutien accru. Les travailleurs doivent être à la table et faire partie du dialogue social dans un espace civique ouvert ; les organisations féminines locales ont besoin de plus de financement et de reconnaissance. **« Rien pour nous sans nous. »**

l'intégration des entreprises informelles, doivent être abordés, et il est nécessaire d'inclure tous les partenaires à égalité).

La justice sociale et la solidarité doivent être renforcées. Les systèmes politiques actuels ont tendance à accroître les inégalités entre les pays et entre eux. Le sentiment de communauté dans l'action climatique ou dans d'autres domaines est limité, comme en témoigne l'augmentation **de la dette** des pays en développement.

protesta pacifica
freedom to work and live
participation
fundamental freedoms
sufficient investment
debate
empowered people
direct democracy
social dialogue
freedom to vote
rights
consultation
cooperation
gathering
activism
industry
inclusion
essential
enabling environment
sdg goals
enjoyment of rights
anti-corruption feeds
restricted
collective bargaining
transparency
association
citizen
inclusive
rule of law
shrinking
partnership
engagement
protection
opinion
difficult
liberty
openness
active participation
public voice
good infrastructure
freedom of assembly

democracy
freedom
accountability
freedom of expression
freedom of association
collective bargaining

2 | Page

Séance d'ouverture

Marlene Holzner, chef de l'unité des collectivités locales (AL), des organisations de la société civile (OSC) et des fondations, partenariats internationaux (INTPA) à la Commission européenne (CE), a lancé cette première réunion physique après une interruption de quatre ans avec un appel à célébrer les contributions du FPD au cours de la dernière décennie.

L'intervenante principale, **Jutta Urpilainen**, commissaire chargée des partenariats internationaux à la Commission européenne, s'est penchée sur les réalisations du FPD en reconnaissant qu'il : « *a grandi dans un modèle de collaboration, de dialogue et de partenariat et a réuni l'UE avec ceux qui ont les yeux et les oreilles sur le terrain dans les communautés du monde entier — vous !* » « *Nous faisons une différence ensemble* », a-t-elle déclaré. Elle a remercié les participants du FPD pour leur engagement continu et a noté que le FPD a plus de travail à faire pour « *tracer une voie audacieuse à l'avenir* ». La commissaire a souligné trois domaines prioritaires : **remettre sur les rails les objectifs de développement durable (ODD)**; **réduire les inégalités** et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte; et le déploiement de la nouvelle stratégie **Global Gateway**. Elle a réaffirmé le rôle des OSC et des autorités locales dans la mise en œuvre du Global Gateway. « *Nous devons nous engager de nouveau en faveur de l'inclusion, de la coopération et d'une vision commune pour un monde meilleur. Ce forum devrait être une illustration de ces principes* », a-t-elle conclu.

Tanya Cox, directrice de CONCORD et coprésidente des organisations de la société civile du FPD, a expliqué comment la pandémie aurait dû nous apprendre deux leçons importantes sur la **solidarité** et l'adoption d'une **approche systémique**. En **adoptant une approche plus systémique**, elle a déclaré que la géopolitique ne devrait pas être « *la concurrence, mais plutôt la solidarité, le respect mutuel et la coopération* » pour **renforcer l'égalité et l'espace civique dans le monde entier**. **Fabrizio Rossi**, directeur, PLATFORMA et coprésident des autorités locales du FPD a souligné le **rôle important de la démocratie locale** comme point de départ de tout engagement civique. En référence au 10^{ème} anniversaire, **Izabella Toth**, directrice, Collecte de fonds institutionnels et relations avec les donateurs à Cordaid et ancienne membre du FPD, a félicité la Commission pour sa **prévoyance il y a dix ans** et pour ce qui était alors une nouvelle approche pour le développement. Un autre membre fondateur, **Jean-Pierre Elong-Mbassi**, secrétaire général des Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) Afrique, a noté que le FPD a plus de travail à faire pour changer d'état d'esprit et devenir un véritable **partenariat pour le développement et un espace pour un véritable dialogue**.

Erica Gerretsen, directrice du développement humain, de la migration, de la gouvernance et de la paix (DG INTPA, CE), a fait le point sur la politique et les programmes de l'UE visant à lutter contre les inégalités et à protéger l'espace civique. Le **Global Gateway** soutient le développement économique des communautés locales et nécessite un espace civique ouvert. Elle a souligné l'importance du dialogue au niveau des pays et a encouragé les participants à s'engager dans les différents domaines de partenariat du Global Gateway. Le **marqueur des inégalités** témoigne de l'engagement de l'UE envers l'agenda de l'inégalité et permet de suivre toutes les actions de l'UE visant à réduire l'écart. Dans le même temps, la stratégie de l'UE en **matière de santé mondiale** contribue à garantir une couverture sanitaire universelle dans le monde entier.

Ouverture de l'espace civique : La démocratie menacée : Au cours de cette session plénière animée par **Marianna Belalba Barreto**, responsable de la recherche, Civic Space Research Cluster, CIVICUS, le panel a partagé des mises à jour régionales sur l'état d'avancement de l'espace civique. La tendance mondiale indique un espace civique attaqué avec un nombre croissant de personnes vivant dans des pays « fermés » et beaucoup d'autre figurant sur la liste de surveillance. **Guerres et conflits** ; les facteurs socio-économiques et l'augmentation **de la pauvreté** ; et les **aspects géopolitiques changeants** avec les pays qui se bousculent pour le pouvoir contribuent à restreindre l'espace civique. **Susana Erostequi**, directrice exécutive de l'UNITAS, membre de l'UNITAS et membre du FPD de Bolivie, a expliqué que la montée du **populisme** est à l'origine de la **polarisation** et de l'érosion de l'espace civique en Amérique latine ; les persécutions et assassinats des défenseurs des droits de l'homme, la prolifération des organisations paraétatiques et l'autocensure de la société civile augmentent. La société civile régionale a le pouvoir et cela effraie les gouvernements. Elle a également souligné le sort des **communautés autochtones**, qui sont de plus en plus fortes dans leur lutte contre les discriminations. Enfin, elle a pris note **de la criminalité** et de la **grave question du trafic de drogues** dans la région et de ses effets sur l'espace civique.

Citant la situation dans la région arabe **Ziad Abdel Samad**, directeur exécutif du Réseau arabe des ONG pour le développement (AAND) et membre du FPD du Liban, a noté la tendance à restreindre l'espace civique : « *Plus la société civile joue un rôle transformateur, plus la réaction du gouvernement et des acteurs non étatiques traditionnels opposés à la transformation et au développement démocratique est agressive* ». Dans de nombreux pays arabes, malgré des cadres juridiques qui protègent les droits de l'homme, **la violence physique**, les arrestations, les intimidations, même les assassinats, sont infligés à la société civile. L'espace **pour que les femmes et les filles** puissent s'exprimer et se faire entendre **diminue rapidement**, en particulier sur le continent africain. **Babacar Ndiaye**, responsable de la recherche et des publications à WHATI au Sénégal, a évoqué la période de deux à trois ans de **détérioration de l'espace civique** en Afrique de l'Ouest pour la majorité. Malgré cela, les jeunes Africains se sont tournés vers les médias sociaux pour défendre la démocratie.

Inclure les **jeunes adultes** dans les discussions pourrait aider à garder l'espace civique ouvert. **Vaida Aleknavičienė**, maire adjointe de Joniškis en Lituanie, a souligné que la jeunesse était une préoccupation particulière en Lituanie avec des conseils de jeunesse dans la plupart des municipalités offrant aux jeunes de 14 à 16 ans un espace sûr pour exprimer leurs opinions. Elle a souligné que **la démocratie locale** est la base d'une démocratie saine et forte, de sorte que des **canaux libres, ouverts et sûrs** sont essentiels, car c'est là que se déroule le dialogue civique. **Chiara Adamo**, chef de l'unité pour l'égalité entre les hommes et les femmes, les droits de l'homme et la gouvernance démocratique (DG INTPA, CE), est d'accord avec l'inclusion des jeunes en tant que jeunes, mais elle a averti que « *ces mêmes personnes [les jeunes] sont prêtes à abandonner le modèle de gouvernance s'il ne donne pas de résultats.* » **Les priorités essentielles de l'UE** pour ouvrir l'espace civique comprennent **la prévention** en surveillant les signes d'alerte précoce et en fournissant un soutien rapide. **Le renforcement des capacités et le dialogue avec la société civile**, y compris au moyen des accords-cadres de partenariat, peuvent soutenir les journalistes et promouvoir la liberté d'expression et de réunion. Elle a également noté que **l'espace civique se rétrécit davantage pour certains groupes** que pour d'autres, soulignant la nécessité de financer davantage d'organisations féminines locales, de soutenir l'inclusion des jeunes et d'assurer la protection des défenseurs des droits de l'homme. Plusieurs participants africains ont également rappelé la nécessité d'adhérer au [protocole de Maputo](#).

La quête de l'égalité : Des intervenants d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et de l'UE ont partagé leur expérience des menaces que représentent les inégalités croissantes pour notre espace civique et, en fin de compte, pour la démocratie. Eppu Mikkonen (ONG finlandaises de développement, Fingo) a modéré cette table ronde, soulignant que l'intersection des **inégalités** et de la **crise climatique** n'est pas seulement une question morale ou technique, mais une question politique. Le manque de données permettant de mesurer l'impact différencié sur différentes personnes rend les inégalités invisibles. La lutte contre les inégalités nous oblige à faire les choses différemment. **Azra Sayeed**, présidente de Roots for Equity au Pakistan, a déclaré que nous assistons à un nouvel État colonial et que nous avons identifié les causes profondes de l'inégalité comme « *le pillage de nos ressources naturelles* » et le fait que certaines personnes sont considérées comme « meilleures » que d'autres. **La production et la consommation durables** sont la voie à suivre, et nous devons remettre en **question le modèle économique** (par exemple, la privatisation et la libéralisation des échanges) qui nous a amenés à ce point. **Marita Gonzales**, conseillère au Confederacion Global de Trabajo en Argentine, a parlé du **fardeau de la dette** comme d'un énorme problème perpétuant les inégalités et condamnant l'Argentine — « *le pays le plus endetté du monde* » — à un siècle de pauvreté.

Elle a souligné l'intersection entre le sexe et la race dans les inégalités, et le rôle clé que les femmes joueraient dans la réduction des inégalités. Pour les syndicats, des salaires minimums décents, un dialogue social et des systèmes de protection sociale solides sont les outils pour lutter contre les inégalités. **Jean Pierre Elong-Mbassi** a estimé qu'il était nécessaire de **repenser la gouvernance et la finance mondiales** et a appelé le **secteur privé** à jouer un rôle plus important dans la réalisation des ODD.

Gabriella Fesus, chef de l'unité « Inclusion sociale et protection, santé et démographie » (DG INTPA, CE), a présenté les priorités de l'UE en matière de lutte contre les inégalités, notamment : travailler avec les partenaires sur la **numérisation pour une transition plus équitable**, aider les pays partenaires à mettre en place des **systèmes de protection sociale** et à **accroître les investissements du secteur privé** par l'intermédiaire du **Global Gateway**. Le marqueur d'inégalité contribuerait à mesurer la réduction des inégalités. Des plans d'action sur le genre et la jeunesse ont également été mis en place pour lutter contre les inégalités. L'éducation est également une priorité pour l'UE, l'objectif étant d'affecter 10 % des dépenses totales à l'éducation.

Les participants qui prennent la parole ont estimé que si les intérêts des politiciens continuent d'être différents des intérêts des peuples, il y aura toujours des inégalités. **La justice sociale manque** et nous pousse vers l'inégalité. Un autre participant a souligné que le choix du mot « inégalité » était incorrect et que nous devrions nous concentrer sur « **l'iniquité** ».

Ouverture de l'espace civique : Au cours de cette session, animée par **Marianna Belalba Barreto** (CIVICUS), les intervenants ont discuté du rôle des institutions nationales des droits de l'homme et de l'UE dans le soutien aux organisations de la société civile et aux autorités locales dans le contexte d'un rétrécissement de l'espace civique. La session a été suivie par des participants travaillant en petits groupes pour formuler des recommandations en vue d'élargir l'espace civique.

Les **institutions nationales des droits de l'homme** sont les « chiens de garde » créés pour surveiller le respect par le gouvernement des droits de l'homme et protéger les défenseurs des droits de l'homme, a expliqué **Sille Stidsen**, directrice du département de l'Institut danois des droits de l'homme (DIDH).

Ces institutions s'adressent également à la société civile, sensibilisent, établissent des ponts avec les autorités locales et ouvrent la porte à davantage de dialogue. Elle a appelé à la **solidarité** pour protéger la dignité humaine, l'égalité, la justice et la stabilité environnementale.

Les priorités de l'UE pour les OSC/AL et l'environnement favorable, telles que présentées par **Camilla Lombard**, cheffe adjointe de l'unité des collectivités locales, des organisations et fondations de la société civile (DG INTPA, CE), comprennent le **dialogue politique avec les autorités locales et la société civile** et la **promotion d'un environnement favorable**. Un **nouveau système de l'UE pour un environnement favorable à la société civile (EU-SEE)** vise à **renforcer** la société civile, à **prévenir** la détérioration et à **promouvoir** un environnement favorable durable. Ce nouveau système se compose d'un outil de suivi et d'un **mécanisme d'alerte** précoce et d'un **mécanisme de soutien rapide et flexible** permettant aux OSC de réagir rapidement à la détérioration des situations. Il accorde une attention particulière aux groupes vulnérables tels que les jeunes et les femmes et travaillera spécifiquement avec les OSC locales. Les OSC seraient en mesure de concevoir leurs propres projets ; les sous-subsidations débuteraient vers la deuxième moitié de 2024. « *Les 50 millions d'euros montrent vraiment notre engagement à soutenir l'espace civique, à le faire fonctionner et à avoir des effets sur le terrain* », a-t-elle expliqué.

Recommandations pour ouvrir l'espace civique :

- Tous les acteurs doivent reconnaître la complexité, renforcer les piliers fondamentaux de l'espace civique et renforcer la démocratie.
- Pour renforcer l'environnement propice à l'espace civique, instaurer la confiance, **utiliser le pouvoir de la connectivité pour partager des récits** et agir.
- **Des partenariats plus solides, authentiques et plus significatifs** entre toutes les parties prenantes sont essentiels à la création d'un environnement favorable.
- **S'attaquer aux causes sous-jacentes qui érodent l'espace civique** afin de permettre aux citoyens d'exercer leurs droits de manière sûre et durable et de **tirer parti des connaissances et de l'expérience des OSC et des autorités locales**.
- **Donner aux acteurs locaux les moyens** de produire leurs propres recherches et de recueillir des **données précises**.
- **Accroître le financement localisé, rapide et flexible** (en particulier pour les femmes et les organisations féministes) et **les dialogues localisés** pour renforcer les **partenariats locaux** encourageant les gouvernements, les autorités locales et les OSC à **co-crée des politiques fondées sur des données probantes**.
- Accroître la **transparence** dans le suivi et l'établissement de rapports.
- Créer des **cadres juridiques** pour protéger les défenseurs des droits humains et les lanceurs d'alerte et abroger la législation qui réduit l'espace civique ou criminalise les défenseurs des droits humains.
- Soutenir le développement d'organisations **et de mouvements démocratiques dirigés par les jeunes**.

Vers une action multipartite et des transitions climatiques et vertes collaboratives :

A l'occasion de cette session, la **modératrice du programme Maureen Olyaro** et responsable des politiques à FEMNET, en Afrique a appelé à ce que la transition soit « **équitable sur le plan du genre** » dans laquelle les **filles et les femmes** ont une voix et leur travail non rémunéré et informel est reconnu. Les participants ont ajouté que pour être « équitable sur le plan du genre », les femmes doivent avoir **accès au financement** car les technologies vertes sont coûteuses et hautement protégées par des brevets et des contrats. Une transition équitable devrait également aborder les **inégalités dans la distribution du**

pouvoir et de la richesse afin que nous puissions évoluer vers des solutions d'énergie plus abordables et renouvelables. Les **peuples autochtones** doivent être entendus et **les connaissances locales** doivent être prises en compte. Pour **Boitumelo Molete**, coordinateur consultatif des politiques au Congrès des syndicats sud-africains, une transition juste doit **inclure des mesures de protection sociale pour tous les travailleurs ayant des emplois et des salaires décents**, l'accessibilité à l'éducation, la possibilité de perfectionnement et de reconversion de la main-d'œuvre, et elle devrait **lutter contre la précarité énergétique**.

Polina Blinova, coordinatrice de la jeunesse et de l'Europe, Global Youth Biodiversity Network (GYBN), Danemark, estime que les jeunes ont été laissés tomber. **L'imposition de taxes ou de crédits carbone et de compensation n'a pas suffi** car les entreprises continuent d'émettre des gaz à effet de serre sans conséquences. **Niclas Gottmann**, responsable politique de l'unité « Environnement et terres et ressources naturelles durables » (DG INTPA, CE), a expliqué comment l'interprétation de la transition écologique par l'UE est ancrée dans le pacte vert, une approche fondée sur les droits de l'homme et essayant de rendre les partenariats aussi inclusifs que possible. Il a donné des exemples spécifiques de travail dans les zones arides de l'agroforesterie, visant à créer des capacités de fertilisation biologique et à garantir l'accès économique, et dans le secteur forestier en Côte d'Ivoire en mettant l'accent sur l'égalité des sexes, par exemple.

De l'auditoire, certains participants ont souligné la corruption qui existe dans le financement du climat et ont appelé les OSC à créer plus de transparence dans le processus. L'augmentation **de la dette** dans les pays en développement a été un thème récurrent tout au long de ces trois jours. Dans le contexte de la transition climatique, Boitumelo Molete s'est dit préoccupé par le fait que les prêts et les subventions accordés dans le cadre des plans pour une transition énergétique équitable poussent les pays en développement à s'endetter davantage. **Les travailleurs doivent être à la table** et faire partie du dialogue dans un espace civique ouvert, en particulier pour de telles décisions d'investissement.

Les intervenants et les participants ont souligné la nécessité de démocratiser **la langue** et de **mettre l'accent sur les réalités locales**. Une transition équitable vise à **ne laisser personne de côté**.

Recommandations sur le climat et les transitions vertes:

- Sensibiliser davantage **aux initiatives climatiques des jeunes, qu'elles soient grandes ou petites**.
- Fournir davantage de soutien (**par ex. programmes d'éducation, de formation et d'échange**) aux jeunes **afin de lutter contre le changement climatique et les migrations climatiques**.
- Soutenir le développement de mouvements démocratiques de jeunesse **à travers le monde et cibler le soutien à différents niveaux**.
- Mesurer la croissance et l'impact **des programmes climatiques pour les jeunes**.

Stimuler le changement et construire des partenariats dans le contexte urbain : **Javier Sanchez Cano**, coordinateur à l'Organización de Regiones Unidas/ Foro global de Asociaciones de Regiones (ORU Fogar) en Espagne, a animé cette session sur l'urbanisation en rappelant que les villes sont les plus gros consommateurs d'énergie et d'autres ressources précieuses, et avec l'urbanisation rapide et non planifiée à travers le monde *« les villes sont à la fois le problème et une partie de la solution »*.

Les dix suggestions de Puvendra Akkiah pour apporter des changements au niveau de l'administration municipale :

1. Requalifier la main-d'œuvre pour s'adapter à la dynamique en constante évolution; 2. revoir la politique en vue d'un environnement favorable; 3. réinvestir dans des mécanismes et des outils pour les ensembles de données au niveau des villes; 4. s'engager de nouveau en faveur d'une participation significative; 5. renforcer la gouvernance à plusieurs niveaux; 6. intégrer les savoirs locaux, traditionnels et autochtones dans le repositionnement des villes en tant que centres d'excellence; 7. reproduire les bonnes pratiques internationales dans le contexte local; 8. assurer la libre circulation de l'information et des technologies entre les villes; 9. être inlassable dans la poursuite de la planification intégrée à tous les niveaux; et 10. examiner les mécanismes de financement et de financement.

Puvendra Akkiah, directeur du plan de développement intégré, Ville d'eThekweni, Durban, Afrique du Sud, a présenté une étude de cas de sa ville, eThekweni à Durban, et comment elle a dû être replanifiée après la fin de l'apartheid. La prestation de services à elle seule n'équivaut **pas à une amélioration de la qualité de vie** ; les gens attendent et ont besoin d'un logement décent, de bons transports publics et des infrastructures pour les soutenir, plus d'emplois, la liberté culturelle et religieuse. Toute transition exige que **tous les partenaires travaillent ensemble sur un pied d'égalité, et l'inclusion de toutes les communautés est également un moyen d'influencer les politiques**. Les transports ont joué un rôle clé dans la transformation des zones défavorisées, mais aussi un défi, dont le plus important était : « la *navigabilité des relations entre les opérateurs privés et les prestataires de services publics* ». L'**inclusion économique** était également une priorité absolue, en particulier pour **aborder et embrasser les entreprises informelles**, tout comme l'énorme potentiel du tourisme en tant que moteur économique ainsi que l'innovation, en particulier pour créer des emplois pour les nombreux jeunes chômeurs.

Farooq Ahmed, Fédération des employeurs du Bangladesh, a également estimé que les **mécanismes de financement pour gérer les finances des administrations locales sont essentiels**, tout comme un **système de santé sain et l'application de la loi**. La société civile devrait être impliquée dans la prise de décision et « *doit se rappeler que l'urbain existe aux côtés du rural* ».

Mariam Al Jaajaa, directrice générale du Groupe arabe pour la protection de la nature (APN), a présenté la **perspective de la région arabe**, qui s'urbanise rapidement. Divers facteurs peuvent être attribués à ce mouvement de masse vers l'urbanisation, y compris l'augmentation de la population, le changement climatique et les conflits systématiques. Le monde arabe accueille un tiers des réfugiés dans le monde, principalement dans les zones urbaines. Certains prêts sont assortis de conditions pour réduire l'investissement agricole. Les effets de la **suppression des plafonds sur la taille des exploitations** ont également eu un impact négatif, dépossédant les agriculteurs de leurs terres et les obligeant à s'installer dans des zones urbaines, car ils ne peuvent plus rivaliser avec l'immobilier et les investisseurs. L'urbanisation croissante oblige également l'agriculture à des terres moins productives, où il **faut plus d'eau pour cultiver des cultures**, ce qui n'est pas durable à long terme.

Lars Gronvald, chef du secteur urbain, unité « Transports durables et développement urbain » (DG INTPA, CE), a noté l'essentiel à retenir : « *trouver des solutions inclusives [...] pour que la population locale puisse en voir les avantages* ». Il a souligné l'importance d'une planification intégrée pour assurer des services tels que les transports, l'eau, l'énergie, atteindre tous les habitants, mais il a reconnu les défis et l'augmentation des inégalités dans les villes, comme l'illustrent les vastes zones d'établissements informels.

Les participants ont soulevé des questions sur la façon de répondre aux besoins de la diaspora et des communautés de migrants dans les villes, ainsi que sur la manière d'assurer un transport inclusif pour les personnes handicapées. En outre, l'importance de l'emploi des jeunes a été soulignée et les effets de la violence sexuelle dans les villes sur d'autres droits (travail, éducation, loisirs, santé, etc.).

Vers une transformation numérique durable et inclusive : Cette séance, animée par Paula Martins, responsable du programme de justice sociale et environnementale de l'Association pour le progrès des communications au Canada, a mis en lumière les inégalités croissantes dues à la numérisation, tout en entendant des propositions susceptibles de combler le fossé numérique.

La société civile promeut une approche qui place **les personnes au centre de la transformation numérique**, en veillant à ce que personne ne soit poussé encore plus loin, tout en s'appuyant sur une vision plus harmonisée de la mise en œuvre d'alternatives durables. Les éléments clés de l'approche de l'UE en matière de numérisation, comme l'a souligné **Grazvydas Jakubauskas**, responsable **politique** de l'unité « Science, technologie, innovation et numérisation » (DG INTPA, CE), comprennent une approche centrée sur l'humain pour une **connectivité numérique accessible, abordable, inclusive, fiable et sécurisée**. L'inclusion **de la société civile** est essentielle pour prévenir l'utilisation néfaste des technologies : cybercriminalité, cyberintimidation, harcèlement en ligne, fausses nouvelles, absence de vie privée, utilisation abusive de l'intelligence artificielle et autres effets négatifs sur la société. **Nicolas Dimarco**, Cooperator, Federación Argentina de Cooperativas de Trabajo de Tecnología, Innovación y Conocimiento (FACTTIC), Argentine, a expliqué la situation en Argentine, où **les inégalités ont même augmenté** en raison de la numérisation. « *Le nouveau produit est des données, mais la technologie risque d'intensifier les inégalités* », a-t-il déclaré, recommandant que **tout le monde ait accès à Internet de base** et que le **matériel et les logiciels gratuits** soient facilement disponibles pour tous. **Céline Colucci**, Déléguée générale, Les Interconnecte, France, a également convenu que tout le monde a besoin d'accès à Internet mais que les **ordinateurs et les smartphones sont chers et que l'infrastructure n'est pas en place partout**. Les AL peuvent souvent trouver des solutions au niveau local, rassemblant différents acteurs pour une approche ciblée du problème, mais ils doivent développer leurs propres capacités pour faire face aux défis.

Mardiya Siba Yahaya, chercheuse, collectif féministe ougandais, a abordé la **nécessité de disposer de données et de mesures quantitatives pour mesurer l'impact de la** numérisation sur les communautés et a suggéré que les OSC pourraient jouer un rôle clé dans l'évaluation de l'impact, mais que les lacunes culturelles les empêchent souvent de s'engager. Le manque de financement et de ressources à court terme entrave également les progrès dans la stratégie numérique.

En matière de technologie, il **n'y a pas de solution universelle qui convient à tout le monde**, et les utilisateurs finaux devraient être impliqués tout au long du processus de développement technologique et renforcés en compétences.

Les participants ont pris part à la discussion, notant que **l'alphabétisation numérique** en Inde, avec ses 300 langues différentes, constituait un défi pour élargir encore la **fracture entre les sexes**.

Le marketing numérique ne comprend pas les produits ou les intérêts des femmes et est principalement en anglais, ce qui signifie que les femmes et les filles sont souvent laissées pour compte. Il a été recommandé que le **financement des femmes dans l'économie informelle** soit augmenté afin d'offrir une formation sur la façon d'utiliser la technologie pour leur travail. En réaction à ce point, **Mardiya Siba Yahaya** a également reconnu les **préjugés technologiques**, en particulier contre les **femmes**. De plus, les **communautés rurales** du monde entier n'étant toujours pas connectées, le potentiel pour les **femmes** et les **jeunes** de devenir plus avertis en technologie reste inexploité. Un participant a plaidé en faveur d'un **design universel** car il a rappelé les problèmes rencontrés par de nombreux utilisateurs handicapés. Il a cité le cas des enfants qui ont reçu un enseignement à distance avec des tablettes pendant la Covid-19 et comment cela excluait les jeunes qui ne pouvaient pas utiliser ces tablettes en raison d'une déficience intellectuelle.

Parmi les recommandations visant à remédier à la fracture numérique, on peut citer :

- Mener un **plaidoyer ciblé** qui reconnaît et aborde la dynamique du pouvoir et les dommages causés par la numérisation ;
- Adopter une **approche globale allant** de la gestion des problèmes à la création, à la conception, à la mise en œuvre et même à la gouvernance ; et **inclure toutes les communautés** tout au long du processus.
- Garantir la justice numérique grâce à **des logiciels/technologies gratuits** ; et fournir un **accès à l'internet et une formation pour tous**.
- **Inclure les femmes dans la conception des nouvelles technologies**, pour répondre à leurs besoins et à leurs réalités et assurer la protection des femmes et des filles dans les médias sociaux et les espaces en ligne.
- Poursuivre le **renforcement des capacités des jeunes** dans le domaine des technologies émergentes.

Encadrer la migration sur la justice et les droits de l'homme : La modératrice de la session, **Stephanie Winet**, GFMD Business Advisory Group, Organisation internationale pour les employeurs, a invité toutes les parties prenantes à se réunir pour passer à un discours plus positif et équilibré. **Aaron Ceradoy**, Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (CPDE), Asie (membre du FPD), a défini le contexte, expliquant comment la **migration actuelle repose sur l'inégalité**, car loin de promouvoir l'égalité, les travailleurs migrants finissent par faire des « emplois DDD » (sale, difficile et dangereux) tout en vivant une vie précaire. Le FPD est un début, mais il reste une lutte pour les migrants pour plaider en faveur du changement mais il reste difficile pour les migrants de plaider en faveur du changement. Les politiques devraient remédier à ces lacunes afin de libérer tout le potentiel de la population ; seule l'inclusion des migrants dans la discussion permettra d'y parvenir.

Glorene Das, directrice exécutive, Tenaganita, Malaisie, a rappelé au groupe que *« la migration a le visage d'une femme »*, ajoutant que les données montrent que les femmes bougent plus souvent que les hommes. Cette « féminisation » associée à l'absence de politique de migration de main-d'œuvre **oblige les femmes à se retrouver dans des situations précaires** et d'exploitation (par exemple, mauvaises conditions de vie et de travail, heures excessives) dans lesquelles beaucoup sont victimes de la traite, non protégées et exclues des droits fondamentaux des travailleurs. Les **migrants ne sont pas des criminels** et ne devraient pas être traités comme tels. Un **engagement accru avec les employeurs du secteur privé** est nécessaire pour élaborer de meilleures politiques, y compris pour comprendre les droits de syndicalisation.

Pefi Kingi, coordinatrice du Pacific Womens Indigenous Network, Pacific Island Association of Non-Government Organizations (PIANGO) (membre du FPD), a souligné la question des migrants **climatiques**. Elle a exhorté les participants à écouter davantage **les jeunes** et à trouver des obligations juridiquement contraignantes pour protéger la planète et les personnes. Au cœur des déplacements climatiques se trouvent les **voix autochtones**, qui devraient être entendues. **Neila Akrimi**, responsable des stratégies et des réseaux, VNG International (Agence de coopération internationale de l'association des municipalités néerlandaises), nous a fait savoir que les **villes sont en première ligne dans la gestion des flux migratoires** et que la « bataille » face à la mobilité humaine « sera gagnée ou perdue dans les villes ». C'est pourquoi les **autorités locales sont si importantes** dans la révision, l'influence et la modification de la réglementation nationale pour un **meilleur cadre juridique** qui fonctionne dans la pratique. La migration est et restera une priorité pour l'UE [Camilla Hagstrom, cheffe adjointe de l'unité Migration et déplacements forcés (DG INTPA)]. **Des partenariats inclusifs entre acteurs égaux** sont la voie à suivre avec une **approche globale de la société** dans laquelle la société civile, y compris les migrants, se réunit avec les OSC, les autorités locales et le secteur privé pour discuter et convenir d'objectifs communs.

Les membres du FPD ont convenu que les jeunes doivent être inclus dans la discussion sur la migration. En outre, la criminalisation de la migration doit être évitée, car elle alimente le récit négatif selon lequel les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile constituent une menace pour la sécurité. Les participants ont plaidé pour **rendre le déplacement plus sûr**, en particulier pour les femmes, les jeunes filles et les enfants. D'autres ont souligné une modification des **cadres juridiques** en fonction des besoins des migrants. Pour ce faire, les **migrants devraient avoir un siège à la table** pour discuter de tout changement de politique qui affecte leur avenir.

Parmi les **recommandations en matière de migration**, mentionnons:

- Relever les défis de la migration dans **les pays d'arrivée avec une approche pangouvernementale**.
- Fournir **des fonds spécifiques** pour soutenir l'inclusion et l'intégration des migrants.
- Travailler sur des **priorités convenues d'un commun accord** (telles que la création d'emplois) afin d'améliorer les relations intercommunautaires.
- Adopter une **approche inclusive de la prise de décision** et veiller à ce que toutes les voix puissent être entendues dans le dialogue social.
- Ecouter vraiment la société civile.
- Concevoir des politiques migratoires qui **protègent les femmes et les filles**, qui garantissent le respect de leurs droits.

Remédier aux inégalités intersectionnelles et multidimensionnelles : La dernière session de la deuxième journée, animée par **Elkin Velasquez**, Directeur régional, Amérique latine, ONU Habitat, s'est concentrée sur les recommandations politiques visant à sensibiliser et à créer des changements parmi les décideurs pour donner la priorité aux personnes et à la planète.

Économie populaire (présentée par Liza Maza)

1. Tous ceux qui veulent du travail ont du travail
2. Les agriculteurs ont des terres
3. Les écoles et les hôpitaux sont gratuits
4. Logements abordables
5. Eau, électricité et transports publics
6. Air pur et eau claire, campagne luxuriante et verte
7. Les communautés prennent soin les

Liza Maza, porte-parole du Conseil pour le développement et la gouvernance du peuple (CPDG), Philippines, a expliqué « l'économie du peuple » et a ensuite décrit le succès du **peuple** austronésien dans le sud des Philippines dans l'autonomisation de sa propre communauté par l'éducation et la formation avant que le régime autoritaire actuel ne soit réprimé, tuant même certains enseignants. La reconnaissance par les autorités locales a conduit le Département de l'éducation à accréditer leur système éducatif.

Mirai Chatterjee, présidente de l'Association des femmes indépendantes (SEWA), Inde, a expliqué que le ralliement des travailleurs autour d'un objectif commun est essentiel, bien qu'unir les gens à travers la caste et la classe présente d'énormes défis en Inde. Exercer les **trois « P : patience, persistance et persévérance »** avaient aidé son organisation à faire des progrès. Elle a souligné la nécessité de créer des preuves et de s'assurer que toutes les voix sont entendues à tous les niveaux. **Anne Marie Ndayisaba**, ville de Gitega, au Burundi, a donné l'exemple d'une série de projets menés par des maires francophones visant à l'autonomisation **économique des femmes à revenu faible ou intermédiaire et à la réduction des inégalités**. Une combinaison de formation et de sensibilisation aux compétences et la création de coopératives ont permis de faire progresser l'égalité, tout en tirant continuellement profit des défis qui se posent. **Philippe Latriche**, Conseiller ODD & Inégalités (DG INTPA, CE), a recommandé d'être systémique et systématique. Cette approche systémique devrait être appliquée à tous les niveaux : évaluer l'impact des politiques sur les inégalités ; soulever la question devant les institutions, conventions et forums internationaux ; et appliquer l'évaluation (maintenant avec le marqueur d'inégalité récemment adopté) à toutes les opérations de l'UE dans les pays partenaires et dans ses propres politiques intérieures de l'UE.

Recommandations visant à réduire les inégalités :

- Être **systémique et systématique** dans le traitement des inégalités selon une approche intégrée et holistique, et garantir une perspective multipartite avec la société civile et les autorités locales dans le dialogue.
- Remédier à l'évolution **des inégalités grâce à des réponses** adaptatives et à une compréhension multidimensionnelle de l'impact des actions, et en temps opportun.
- Investir dans des **données accessibles, opportunes et désagrégées** spécifiques à tous les groupes socialement et économiquement défavorisés, afin de mettre en lumière les inégalités existantes et l'impact des politiques et des interventions.
- En co-crédant en partenariat, appliquer une **approche du développement fondée sur les droits** de l'homme avec l'élaboration de politiques démocratiques et inclusives.
- Une plus **grande responsabilisation** à la fois pour le gouvernement, en tant que principal responsable de l'affectation des ressources aux personnes, et pour le secteur privé qui sont partenaires dans le développement.
- **Soutenir un plus grand nombre de petites et moyennes entreprises** plutôt que de grandes entreprises, car les PME ont un impact plus important au niveau local.
- Voir **les autorités locales comme des partenaires précieux** pour atteindre les communautés et réduire les inégalités.
- « Faire le lien » entre les acteurs internationaux (politiques des Nations unies), les acteurs multinationaux, régionaux et locaux pour comprendre les aspirations des peuples et co-crédant des politiques en conséquence, dans différents domaines d'action, et dans la mise en œuvre du Global Gateway.
- Les politiques et les processus doivent être inclusifs de tous — les femmes, les personnes handicapées, les personnes âgées, les jeunes — tout le monde doit trouver sa voix.
- **Donner aux jeunes les moyens** de contribuer activement à la réalisation des ODD et de soutenir les initiatives et les projets dirigés par les jeunes qui favorisent les ODD conformément aux besoins locaux.
- Remédier aux inégalités entre les hommes et les **femmes en accordant la priorité au travail non rémunéré des femmes et au travail informel**.
- Promouvoir l'équité et l'inclusion **en intégrant les connaissances autochtones et locales** dans les politiques.

Le Global Gateway de l'UE en tant que stratégie fondée sur des valeurs : le rôle des OSC et des AAL, et l'état d'avancement de la plateforme de dialogue du Global Gateway : Marlene Holzner, chef de l'unité des autorités locales, des organisations et fondations de la société civile (DG INTPA, CE), a animé cette session axée sur le rôle des OSC et des autorités locales au niveau local et sur leurs attentes en ce qui concerne la passerelle mondiale et la plateforme de dialogue GG.

Fiona Ramsey, chef de l'unité « Politique de développement efficace » et Team (DG INTPA, CE), a présenté une vue d'ensemble du Global Gateway, en soulignant que les fonds publics ne sont pas suffisants pour réaliser la transition écologique et numérique, et que le secteur privé devra participer. Les investissements réalisés dans le cadre du Global Gateway se concentrent sur **cinq domaines : la numérisation ; climat et énergie ; les transports ; l'éducation et la recherche ; et la santé**. Les investissements doivent être réalisés **conformément aux principes clés** : valeurs démocratiques et normes élevées, bonne gouvernance et transparence, partenariats égaux, verts et propres : axé sur la sécurité et catalysant les investissements du secteur privé.

Sébastien Husson de Sampigny, Senior Civil Society Officer, Division de la société civile de la Banque européenne d'investissement (BEI), a expliqué que la BEI a travaillé dur pour **élargir l'espace civique et la transparence**. Il a expliqué que la BEI applique toutes les normes de l'UE dans ses travaux avec la société civile et a détaillé le mécanisme de plainte et la politique de transparence. Il s'est déclaré prêt à discuter avec les participants, soulignant que le siège avait pour mission de collaborer avec les OSC.

Laurent Sillano, ancien chef de la coopération, délégation de l'UE en République démocratique du Congo, a expliqué que le Global Gateway vise à identifier des ensembles d'investissements susceptibles de changer la donne d'un pays. Il a noté le soutien à un corridor stratégique en RDC qui profitera de la connectivité régionale pour réduire les inégalités territoriales. Le Global Gateway devrait accroître la cohérence et l'impact des initiatives de Team d'Europe, étant donné qu'il s'agit d'une approche commune en matière d'investissements et qu'il incitera à coopérer.

Tanya Cox (CONCORD) a souligné que **les personnes doivent être au centre dès le début** et concevoir tous les projets intentionnellement pour ce résultat. Localisez vraiment, écoutez vraiment et lâchez-prise. Elle a également plaidé en faveur **d'une participation plus significative des OSC**, pas seulement en cochant la case. Du point de vue des OSC et des autorités locales, il est souhaitable de mettre davantage l'accent sur le suivi, la transparence et la responsabilité.

Les participants ont soulevé des questions sur la façon dont le respect des droits des travailleurs et de l'inclusion sera surveillé, comment les valeurs des parties prenantes sont mises en œuvre, ainsi que sur la façon dont le portail Global Gateway garantirait l'adhésion aux valeurs démocratiques. **Fiona Ramsey** a expliqué qu'il existe différents niveaux de surveillance et qu'une matrice de résultats correspondante est conçue avec les DUE et les partenaires chargés de la mise en œuvre ; le défi consisterait à regrouper ces éléments dans une vue d'ensemble de la surveillance à l'échelle mondiale et à éduquer les partenaires du secteur privé à suivre les résultats du développement. La modératrice **Marlene Holzner** a clôturé cette session par un appel à l'action pour **rejoindre la plateforme de dialogue « Plateforme de dialogue OSC-AL Global Gateway »** créée dans le cadre de la structure de gouvernance du Global Gateway.

Bilan du FPD mondial 2023 : Conclusions et recommandations : Cette session, animée par **Anetha Awuku**, Organisation internationale des employeurs, était un rapport de retour des discussions de deux jours des rapporteurs sur le genre (**Lucy Garrido**, Articulación Feminista Marcosur), la jeunesse (**Mahlet Zeleke Redi**, Réseau des jeunes de la diaspora de l'UA), l'espace civique (**Chahaiya Pilkington**, PLATFORMA) et les inégalités (**Diego Lopez**, CSI). Il s'agissait d'une table ronde avec la participation active de l'auditoire. Les recommandations ont été incluses dans les parties appropriées du présent rapport et figurent dans leur intégralité dans l'annexe.

Clôture : La réunion a été clôturée par **Koen Doens**, directeur général des partenariats internationaux de la Commission européenne. Il a reconnu le monde de plus en plus complexe d'aujourd'hui où **la démocratie est sous pression** à travers le monde et où **l'espace civique se rétrécit**. Les partenariats pour la démocratie et la responsabilité sont une priorité absolue de l'UE. En ce qui concerne les **données et la numérisation**, Koen Doens a souligné les questions soulevées au cours des trois jours, notamment **l'exactitude, la protection et la collecte des données**. Les **inégalités** sont sous-évaluées comme un véritable défi de notre époque, et il a souligné le développement du tout premier **marqueur d'inégalité**. **Global Gateway** contribue à façonner **l'agenda en collaboration avec les pays partenaires**.

Les changements ne peuvent pas se produire avec le seul financement public et le **secteur privé est donc un investisseur vital** et un vecteur supplémentaire de croissance et de développement durables. En ce qui concerne **la cohérence des politiques**, il reconnaît qu'il existe un « champ d'amélioration » notamment dans la manière dont l'UE accompagne et soutient les pays partenaires. Il a expliqué comment le Global Gateway aide à cet égard en façonnant l'agenda avec les pays partenaires.



Annexe : Conclusions et recommandations

Voici les recommandations complètes partagées par les rapporteurs volontaires sur les thèmes transversaux (genre, jeunesse) et sur les deux principaux thèmes du FPD mondial : espace civique et inégalités dans le contexte du Global Gateway.

Recommandations sur l'espace civique

L'espace civique se rétrécit dans le monde entier. La fermeture de l'espace civique ne se fait pas isolément ; il s'agit d'un contexte, d'un pays spécifique et n'est pas linéaire. La capacité de **fonctionner et d'agir en tant qu'acteurs civiques habilités** et d'exercer les droits fondamentaux dépend des conditions préalables au respect des droits universels et de l'existence d'une législation, d'un cadre juridique, d'une conscience politique et d'une volonté politique pour remédier à cette fermeture.

1. **Reconnaître la complexité, renforcer les piliers fondamentaux de l'espace civique et renforcer la démocratie**
 - **S'attaquer aux causes structurelles** qui génèrent une polarisation sociale et politique dans les pays qui montrent une crise de représentation, une érosion et un affaiblissement de la démocratie. Il convient d'accorder une attention particulière aux effets perturbateurs de la numérisation. La réglementation antiterroriste et les technologies de surveillance demeurent préoccupantes.
 - **Renforcer l'État de droit et la liberté d'association, d'expression et de réunion.** Il s'agit là d'un droit fondamental qui doit être considéré comme un droit fondamental pour tous les citoyens.
 - **Appliquer les principes et les valeurs démocratiques** qui guident l'UE dans les négociations et le dialogue politique, en garantissant la concrétisation des engagements en faveur de la protection des droits de l'homme, de l'espace civique et de l'indépendance institutionnelle.
2. **Utiliser le renforcement de la confiance, la puissance de la connectivité, les récits partagés et l'action pour renforcer l'environnement propice à l'espace civique**
 - **Renforcer la confiance à tous les niveaux**, comprendre et reconnaître les craintes respectives de tous les acteurs. Cela devrait être une condition préalable à toute action visant à ouvrir l'espace civique et à établir des partenariats plus solides.
 - **L'action à plusieurs niveaux (au niveau local, national, régional) et multipartite (OSC, défenseurs des droits de l'homme, femmes, jeunes, autochtones, LGBTQ, personnes handicapées, migrants, réfugiés et citoyens informels) est cruciale.** Les institutions nationales des droits de l'homme sont d'importants partenaires en tant que bâtisseurs de ponts.
 - **Relier tous les niveaux de l'écosystème institutionnel** et ancrer les actions dans les agendas mondiaux et les mouvements multilatéraux pour soutenir l'adoption, attirer des fonds et accroître l'échelle.
 - **Partager et co-construire des récits** entre les autorités locales et les OSC afin de soutenir des partenariats, des projets et une planification de meilleure qualité et de renforcer l'environnement propice à l'espace civique.
3. **« Rien pour nous sans nous » — Accroître la consultation, la transparence et l'inclusion des réalités locales**
 - **Soutenir des résultats concrets et significatifs** par le biais d'espaces ou de plates-formes liés à des contrats tels que le FPD et qui servent les objectifs des visions des circonscriptions.
 - **Faites de l'espace et créez des sièges à la table** pour des approches plus inclusives et basées sur la circonscription. Nous voulons des agendas co-crésés fondés sur les connaissances et l'expérience locales.
 - **Suivre et surveiller les retours d'information, les recommandations et les meilleures pratiques** en s'appuyant sur des solutions éprouvées ancrées dans une approche de l'ensemble de la société. Le suivi garantira la responsabilité de tous les acteurs.
 - **Renforcer la consultation structurelle avec les parties prenantes** qui font partie de la mise en œuvre, du suivi et de l'examen des politiques visant à protéger et à ouvrir les espaces civiques.

- **Veiller à ce que la solidarité** soit un **principe sous-jacent** dans toutes les actions, de sorte que les expériences et le savoir-faire locaux ne peuvent pas être ignorés.
4. **Accroître le financement rapide et flexible, renforcer le soutien aux capacités et la diversification**
 - Réorienter et accélérer le **financement vers les organisations de base**, en particulier les femmes et les jeunes, afin de réagir aux flux dans les espaces civiques pour lutter contre l'impunité.
 - **Faites preuve de créativité** — les bailleurs de fonds doivent s'appuyer sur des réseaux nationaux pour identifier les intermédiaires et les champions pour diriger et absorber les fonds dans des environnements restrictifs.
 - **Décentraliser la coopération** par le biais de partenariats de ville à ville, de réseaux d'autorités locales et d'ONG locales. Ils sont les moyens et les exécutants, et ils ont besoin d'un plus grand soutien, en particulier dans les espaces restrictifs.
 - **Supprimer les formalités administratives**, renforcer la capacité, doter les OSC/AL locales d'outils pour répondre aux appels à propositions et aux opportunités des bailleurs de fonds internationaux.
 5. **Elargir la défense des politiques fondée sur des données probantes issues de l'expérience vécue**
 - **Veiller à ce que les politiques et les décisions soient basées** sur des preuves étayées par des données pour informer et éduquer.
 - **Soutenir la recherche ascendante**, les indicateurs et les évaluations dirigés par les personnes pour donner aux acteurs locaux les moyens de produire leurs propres approches et de renforcer les capacités de suivi.
 - **Renforcer le plaidoyer avec des données.**
 - **Fournir des connaissances et sensibiliser les gens** aux droits de l'homme, car les gens ne connaissent pas toujours leurs droits. Ceci est crucial pour lutter contre le discours négatif qui érode les droits de l'homme, en particulier les droits des travailleurs, et pour lutter contre les idées fausses sur des sujets contestés tels que le changement climatique et la migration.
 6. **Veiller à ce que les espaces civiques soient des espaces SÛRS**
 - S'attaquer aux **causes sous-jacentes qui érodent l'espace civique** pour permettre aux citoyens d'exercer leurs droits de manière sûre et durable.
 - Tirer parti des **connaissances et de l'expérience des OSC et des AL** — partenaires clés pour faciliter les espaces physiques ainsi que pour protéger et ouvrir l'espace civique.

Recommandations sur les inégalités

L'écart d'inégalités s'accroît dans le monde entier. L'inégalité des richesses a considérablement augmenté depuis la pandémie sanitaire de Covid-19, ce qui entrave les progrès dans la réduction de la pauvreté. Les limites sociales du paradigme de développement actuel doivent changer. Les défis de la réduction des inégalités se traduisent par un manque de justice sociale, peu de limites environnementales et l'érosion des droits des travailleurs, des migrants et des réfugiés. Les migrants, en particulier, sont criminalisés, armés et marchandisés. Nous devons remédier à toutes ces inégalités si nous voulons réduire la pauvreté.

1. **Lutter contre l'évolution des inégalités dans notre monde**
 - **Être systémique et systématique dans le traitement des inégalités avec** une approche intégrée et holistique.
 - **Remédier à l'évolution des inégalités** grâce à des réponses adaptatives et à une compréhension multidimensionnelle de l'impact des actions.
 - **Veiller à ce que les politiques soient suffisamment souples** pour s'adapter aux défis émergents.
 - **Traiter les inégalités en temps opportun en s'appuyant** sur les expériences, les connaissances et les pratiques des uns et des autres. Partager des informations dans des forums tels que le FPD.
 - **Construire une culture de don** avec des subventions disponibles au niveau communautaire.
 - **Renforcer les organisations** de base avec des fonds, des outils et des ressources pour un impact plus localisé.
2. **Repenser le système financier mondial et le secteur privé**
 - **Aborder l'architecture financière** du système commercial mondial et de la gouvernance mondiale qui génère des inégalités.
 - **Examiner le rôle des IFI** (par exemple le Fonds monétaire international et la Banque mondiale) dans les régimes de prêts qui ajoutent au fardeau de la dette pour de nombreux pays en développement.
 - Examinez la **réforme fiscale**, la lutte contre l'évasion fiscale et la corruption.
 - Fournir un **financement de l'UE plus souple, des audits plus légers** et des régimes de subventions adaptés aux réalités des bénéficiaires.

- **Assurer une meilleure surveillance** pour lutter contre la corruption et permettre aux fonds d'aller là où ils sont le plus nécessaires.
- **Examiner l'impact des mesures d'austérité, de la privatisation et de la réduction des dépenses sociales** sur les populations, ce qui accroît encore les inégalités.
- **Veiller à ce que les pays du Sud** aient une voix et un mot à dire sur la façon dont le financement est dépensé.
- **Réglementer le secteur privé** avec une forte **responsabilisation** du secteur privé en veillant à ce que les entreprises soient menées de manière durable et responsable.
- **Envisager** de financer des PME et des **coopératives** du secteur privé plutôt que des entreprises.
- **Investir plus directement dans les économies locales** appartenant à la population. Cela permet une approche plus localisée et personnalisée répondant directement aux besoins locaux pour lutter contre les inégalités.

3. Changer les limites sociales du paradigme de développement actuel

- **Co-crée des politiques transformatrices** qui luttent contre la pauvreté et les inégalités.
- **Mettre la justice sociale au centre** : développer un salaire minimum vital, assurer une protection sociale universelle, soutenir l'économie des soins, assurer le libre accès aux services publics et garantir l'accès à la terre, à l'énergie et à un environnement propre.
- **Investir dans l'éducation, la formation et la reconversion** pour s'adapter aux changements apportés par la numérisation.
- **Changer le récit** : L'exportation de main-d'œuvre n'est pas une solution de développement ; on ne peut pas penser aux travailleurs migrants en termes de profit.
- **Reconnaître les travailleurs informels** et la contribution qu'ils apportent à l'économie.
- **Rendre l'État plus responsable** en tant que principal garant de l'obligation de fournir à ses citoyens.
- **Valoriser le rôle des femmes** dans le renforcement de la résilience sociale et leur permettre d'exprimer leurs opinions dans l'élaboration des politiques de développement.

4. Penser en termes de double transition environnementale et numérique

- Garantir la **justice numérique** grâce à des logiciels/technologies gratuits et open source.
- Fournir un **accès à Internet et une formation pour tous** afin de s'assurer que personne ne soit laissé pour compte dans la transition numérique.
- **Utiliser les données pour générer des politiques** qui luttent contre les inégalités.
- **Respecter les droits**, y compris les droits du travail dans l'économie numérique.

5. Changer le récit sur la migration

- **Relever les défis de la migration dans les pays d'arrivée** avec une approche pangouvernementale.
- Fournir des **fonds spécifiques** pour soutenir l'inclusion et l'intégration des migrants.
- **Travailler sur des priorités convenues d'un commun accord** (telles que la création d'emplois) afin d'améliorer les relations intercommunautaires.
- **Veiller à ce que les migrants aient une voix** dans l'élaboration des politiques.

6. Faire des villes une partie de la solution. Urbanisation : les villes sont à la fois le problème et une partie de la solution

- **Élaborer des plans stratégiques intégrés** dans un cadre souple pour répondre à l'évolution de l'environnement des besoins et de l'exclusion dans les villes.
- **Veiller à ce que les opportunités et les investissements soient accessibles** à l'ensemble de la population, en particulier à ceux qui en ont le plus besoin.
- **Inclure toutes les parties prenantes** dans la planification et le développement afin de garantir que les services répondent réellement aux besoins prévus et satisfont les besoins de tous.

7. Répondre à l'intersectionnalité en forgeant une vision commune avec tout le monde assis autour de la table

- **Soyez inclusif.**
- **Adopter une approche inclusive** de la prise de décision et **veiller à ce que toutes les voix puissent être entendues** dans le dialogue social. Écouter vraiment la société civile.
- **Relier les points** entre les inégalités et le Global Gateway en incluant les OSC et les autorités locales en tant que groupe consultatif au même niveau que d'autres organes et éviter la participation symbolique.

Recommandations sur la participation et l'autonomisation des jeunes

L'autonomisation des jeunes est importante pour parvenir à un avenir meilleur, conformément aux objectifs de développement durable (ODD). Les ODD nous fournissent un cadre universel pour traiter les problèmes mondiaux les plus pressants, de la pauvreté et des inégalités au changement climatique et à la consolidation de la paix. Au cœur de ces objectifs se trouve le principe de ne laisser personne de côté. Les jeunes, en tant que population dynamique et diversifiée, représentent à la fois l'avenir et le présent, et leur inclusion dans des forums d'élaboration de politiques comme le FPD n'est pas seulement essentielle, mais impérative.

1. Développer des partenariats avec les jeunes pour avoir de l'impact

- **Encourager les partenariats** qui rassemblent les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les organisations dirigées par des jeunes ainsi que des jeunes d'origines diverses.
- Faire en sorte **que les jeunes** et les organisations dirigées par les jeunes soient des **partenaires égaux** dans les processus décisionnels.
- **Mettre l'accent sur des actions concrètes** au sein de ces partenariats pour faire progresser les ODD avec une approche ascendante et intersectionnelle.

2. Aider les jeunes à atteindre les ODD

- **Donner aux jeunes les moyens** de jouer un rôle actif dans la réalisation des ODD.
- Soutenir les initiatives et les projets dirigés par les jeunes qui favorisent les ODD conformément aux besoins locaux.

3. Assurer la responsabilisation et l'inclusion lorsque vous travaillez avec les jeunes

- **Tenir les intervenants responsables des engagements pris** dans le cadre d'initiatives axées sur les jeunes.
- Assurer une représentation diversifiée des jeunes dans les **programmes financés par l'UE**.
- Assurer la représentation de la diaspora dans les projets dans les pays/régions d'origine.
- **Promouvoir une représentation diversifiée des jeunes** à tous les niveaux.

4. Encourager et soutenir les organisations dirigées par des jeunes dans l'espace civique

- Rendre le financement accessible pour transformer les idées axées sur les jeunes en actions percutantes.
- Fournir un programme de mentorat pour soutenir les jeunes.
- Soutenir le développement d'organisations et de mouvements démocratiques dirigés par les jeunes.

5. Aider les jeunes à favoriser la numérisation

- Poursuivre le renforcement des capacités des jeunes dans le domaine des technologies émergentes.
- Comprendre le potentiel de la technologie mondiale pour la mise en œuvre des politiques.

6. Soutenir les jeunes sur le climat

- **Sensibiliser davantage** les jeunes aux initiatives en faveur du climat, qu'elles soient grandes ou petites
- **Fournir davantage de soutien** (par exemple des programmes d'éducation, de formation et d'échange) aux jeunes pour lutter contre le changement climatique et les migrations climatiques
- **Soutenir le développement de mouvements démocratiques de jeunesse** à travers le monde et cibler ce soutien à différents niveaux.
- **Mesurer la croissance et l'impact** des programmes climatiques pour les jeunes.

Recommandations sur l'égalité des sexes

Les femmes et les filles soutiennent les économies grâce à un travail informel non rémunéré, en particulier dans le domaine des soins, une réalité qui est devenue plus évidente pendant la pandémie de COVID-19. Les femmes sont aussi plus souvent forcées d'émigrer en tant que victimes de la traite et sont systématiquement discriminées et exclues en raison de l'absence de protection sociale et de mauvaises conditions de travail. Dans les domaines où l'espace civique diminue, la capacité des femmes et des filles à s'organiser et à s'exprimer est souvent restreinte dans le but de supprimer leur liberté d'expression et d'association. Pour ouvrir des espaces civiques, un signe clair d'une démocratie saine, les femmes, les mouvements féministes et les défenseurs des droits humains ont besoin d'un soutien plus direct, flexible et agile, et des ressources pour pouvoir agir.

1. Soutenir les femmes dans le renforcement de la résilience sociale

- **Valoriser le rôle des femmes** et intégrer une approche sexospécifique à l'élaboration des politiques.
- **Veiller à ce que les investissements climatiques atteignent les femmes** et s'attaquent à l'informalité.
- **Promouvoir une transition équitable, inclusive et socialement fondée** sur les voies de l'économie verte, qui est négociée avec les partenaires sociaux et les communautés afin de promouvoir des emplois décents, de respecter les droits des

Travailleurs et de s'accompagner d'un perfectionnement professionnel et d'une reconversion professionnelle ainsi que d'une protection sociale.

2. Comblent l'écart d'inégalités

- Fournir un soutien direct, flexible et agile aux femmes dans l'espace civique.
- Remédier aux inégalités entre les sexes en accordant la priorité au travail non rémunéré des femmes et au travail informel.
- Promouvoir l'équité et l'inclusion en intégrant les connaissances autochtones et locales dans les politiques.

3. Reconnaître que la migration a un « visage de femme »

- Concevoir des politiques migratoires qui protègent les femmes et les filles et garantissent le respect de leurs droits.
- Travailler avec les organisations de la société civile dans les pays d'origine et d'arrivée pour traiter la situation des femmes migrantes dans le cadre des droits de l'homme et non en tant que sujets « illégaux ».
- Améliorer la disponibilité et l'accès aux données, en particulier les statistiques ventilées par sexe et par âge.
- Quantifier la valeur du travail reproductif et de soins effectués par les filles et adolescentes migrantes et réfugiées, ainsi que son impact sur leur vie.

4. Faire de la transition climatique une transition « juste pour le genre »

- Veiller à ce que les politiques en matière de climat et d'environnement impliquent des processus participatifs et tenant compte de l'égalité des sexes.
- Veiller à ce que les systèmes de connaissances autochtones et locaux éclairent la politique et l'action en matière de climat.
- Mettre en place des mécanismes pour faire en sorte que les investissements en matière de climat et d'environnement atteignent les femmes et les filles, y compris des sessions de renforcement des capacités afin d'accroître leurs compétences en matière d'accès au financement.

5. Protéger et inclure les femmes dans la numérisation

Les hommes sont les principaux créateurs de technologies, ce qui entraîne une discrimination à l'égard des femmes et une exposition accrue aux risques. Pour surmonter cette réalité, dans la transition numérique, il est essentiel de :

- Inclure les femmes dans la conception des nouvelles technologies, afin qu'elles répondent à leurs besoins et tiennent compte de leurs réalités.
- Assurer la protection des femmes et des filles dans les médias sociaux et les espaces en ligne.

